



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 30 JUIN 2023

L'an deux mille vingt trois, le trente juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

KERLAN Frédéric

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénéaïc)
LANGUENOU Céline (pouvoir à HERVOIR Stéphane)
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)
LIEGEOIS Hervé (pouvoir à SERGENT André)

Conseil de Communauté du 30 juin 2023
Délibération n°DCC2023_086

Objet	Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Conséquences du jugement du tribunal administratif de Rennes du 2 mai 2023
Rapporteur	Alexandra GUILLORÉ
Service	Pôle Aménagement
Thème	Urbanisme

Alexandra GUILLORÉ donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Par jugement en date du 2 mai 2023, le tribunal administratif de Rennes a rendu sa décision sur les recours contentieux émis sur le PLUi de la Communauté approuvé le 28 février 2020.

Le jugement est particulièrement satisfaisant pour la Communauté, car le tribunal :

- écarte l'ensemble des moyens de procédure développés par les parties adverses, excluant dès lors l'annulation totale du PLUi.
- rejette, dans leur totalité, les requêtes de Madame GOURMELON, de Monsieur et Madame RICCO, de Monsieur et Madame TRAHAN, de Monsieur TREDUNIT et de Monsieur LE STRAT.
- donne acte à Monsieur HYPEAU de son désistement.

En revanche, le tribunal :

- a fait droit à la requête de Monsieur MOIGN concernant sa demande de suppression de l'emplacement réservé n°16 sur la parcelle cadastrée section AH n°452 à LANDERNEAU (considérant que la Communauté a commis une erreur manifeste d'appréciation en instituant cet emplacement réservé).
- et a fait droit à la demande de Monsieur TAMPE sur le fait que le PLUi n'identifie pas l'ensemble cohérent des boisements les plus significatifs au titre de la Loi Littoral situés sur l'île de Tibidy à l'Hôpital-Camfrout (article L. 121-27 du code de l'urbanisme).

Ainsi,

Considérant que par le jugement du 2 mai 2023, le tribunal administratif de Rennes a :

- annulé la délibération du 28 février 2020 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas en tant seulement que ce plan prévoit un emplacement réservé n°16 sur la parcelle cadastrée section AH n° 452 à Landerneau.
- enjoint le président de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas d'inscrire à l'ordre du jour du conseil communautaire la question de l'abrogation de la délibération du 28 février 2020 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal en tant que ce plan n'identifie pas, au titre de l'article L. 121-27 du code de l'urbanisme, l'ensemble cohérent des boisements les plus significatifs de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas situés sur l'île de Tibidy à l'Hôpital-Camfrout, dans un délai de trois mois à compter de la notification du jugement.

Considérant qu'il convient d'adapter les documents du PLUi afin de prendre en compte le jugement du 2 mai 2023 :

- en supprimant l'emplacement réservé n°16 institué sur la parcelle cadastrée section AH n°

452 à Landerneau ;

- en classant, au titre de l'article L. 121-27 du code de l'urbanisme l'ensemble cohérent des boisements les plus significatifs de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas situés sur l'île de Tibidy à l'Hôpital-Camfrout.

Considérant que les modifications envisagées afin d'aboutir au jugement du 2 mai 2023 relèvent du champ d'application de la modification de droit commun définie à l'article L.153-41 du code de l'urbanisme.

Considérant qu'en application de l'article L.153-37 du code de l'urbanisme, la procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale qui établit le projet de modification.

DÉLIBÉRATION :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-36 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas approuvé par délibération du conseil communautaire du 28 février 2020,

Vu le jugement du Tribunal administratif de Rennes nos 2002466, 2002715, 2003092, 2003192, 2003210, 2003221, 2005739, 2101858 du 2 mai 2023, tel qu'annexé à la présente délibération (annexe 1),

Vu l'avis favorable de la Commission aménagement du 13 juin 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 30 mai 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : prend acte du jugement du tribunal administratif de Rennes du 2 mai 2023 et du fait qu'il convient d'adapter les documents du PLUi afin de prendre en compte ce jugement.

Article 2 : prend acte que les modifications envisagées relèvent du champ d'application de la modification de droit commun définie à l'article L.153-41 du code de l'urbanisme.

Article 3 : prend acte que la procédure de modification ayant pour objectif de prendre en compte le jugement du tribunal administratif de Rennes du 2 mai 2023 est engagée à l'initiative du président de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas.

Envoyé en préfecture le 04/07/2023

Reçu en préfecture le 04/07/2023

Publié le 04/07/2023



ID : 029-242900801-20230703-DCC2023_086-DE